

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées			
Référence : 20200716-RAP-InspectionCatidomSeynod-v03			
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL	
Société CATIDOM 25 chemin de la croix ZI des Cesardes SEYNOD - BP 40066 74600 ANNECY SIREN : 301857942 SIRET : 30185794200033		S3IC 0061-04716 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Traitement de surface – Anodisation de l'aluminium			
Date du contrôle : 16 juillet 2020			
Inspecteur(s) : François PORTMANN accompagné de Céline MONTERO, adjointe à la chef d'unité départementale			
Type de contrôle			
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle			
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input checked="" type="checkbox"/> Plainte de MM. LUBER et PAINCHAUD <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Eau <input checked="" type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input checked="" type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc	Action nationale : <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)			
<ul style="list-style-type: none"> Installations de réfrigération Stockage d'acide nitrique Ateliers de traitement de surface 			
Référentiel(s) du contrôle			
<ul style="list-style-type: none"> Articles L. 513-1 et R. 513-1 du Code de l'environnement ; Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001 – 1660 du 26 juin 2001 ; Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE ; Arrêté préfectoral complémentaire n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015 ; rapport et lettre de suite de l'inspection du 25 juin 2018 ; rapport et lettre de suite de l'inspection du 14 juin 2019 ; rapport et lettre de suite de l'inspection du 13 septembre 2019 ; 			

Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Morin Michel	CATIDOM	Directeur Général
M. Baumhauer Stephane	CATIDOM	Responsable industriel
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule G3 <input checked="" type="checkbox"/> Autre : MM LUBER et PAINCHAUD	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par courrier du 7 juillet 2020 correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- rejets atmosphériques – Tours aéroréfrigérantes et cessation de leur exploitation ;
- niveaux sonores ;
- eaux résiduaires ;
- stockage et utilisation de l'acide nitrique.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation

- ↪ La société CATIDOM est spécialisée dans l'anodisation de l'aluminium. Elle emploie 80 salariés. Elle est autorisée à exploiter une installation de traitement de surface pour un volume total de 235 000 litres par l'arrêté préfectoral d'autorisation° 2001 – 1660 du 26 juin 2001.
- ↪ Les installations de traitement de surface sont réparties dans deux ateliers et sont composées d'une chaîne « historique » et de cinq chaînes automatisées.
- ↪ La principale difficulté en matière d'environnement concerne le rejet des eaux après traitement, qui s'effectue dans un milieu récepteur naturel (ruisseau de l'Erbe), dont le débit est insuffisant pour accepter les flux rejetés. Il a été établi dès 2007 que le rejet direct des eaux résiduaires dans le ruisseau de l'Erbe était une solution temporaire. Cette obligation de cesser le rejet dans le ruisseau de l'Erbe a été rappelée dans l'arrêté complémentaire du 8 décembre 2015. Dans ce but, deux solutions alternatives ont été étudiées : un projet de rejet direct vers le Fier ainsi qu'un système d'évapo-concentration.
- ↪ Nous avons reçu entre juillet et septembre 2019 plusieurs appels et courriers électroniques de monsieur LUBER et de monsieur PAINCHAUD, concernant les nuisances sonores de CATIDOM. Notre intervention a fait l'objet d'un rapport du 7 janvier 2020, par lequel nous avons demandé à l'exploitant de nous communiquer le compte-rendu de la campagne de mesures menée par Bureau Veritas en 2019.
- ↪ L'exploitant a informé la DREAL par mél du 19 mars 2020 que les tours aéroréfrigérantes étaient arrêtées et en cours de démantèlement depuis l'été dernier.
- ↪ La situation économique du site particulièrement difficile (perte de 4M€ sur l'année, - 360 k€/mois) a conduit en février 2020, au rachat du site CATIDOM par le groupe italien COSTER, producteur de bouchons et de valves de remplissage. L'activité s'est diversifiée vers les produits cosmétiques et les produits « de prestige ». L'activité est désormais orientée vers 45 % pour l'automobile, 30 % pour la cosmétique et 25 % vers les pièces techniques.

I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées aux précédentes inspections du 14 juin 2019 et du 13 septembre 2019)

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.



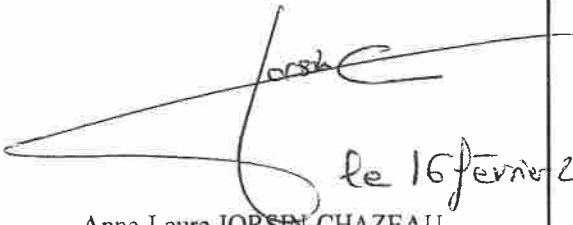
II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, quatre non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport et les références réglementaires sont rappelées en annexe 2.

Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 3 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

A défaut d'engagement ferme à aboutir sur le projet début 2021, une mise en demeure sera proposée (voir projet d'arrêté en annexe), rendant le projet inéligible aux aides de l'agence de l'eau.

Inspecteur	Inspectrice	Vérificateur et Approbateur
 François PORTMANN francois.por tmann 2021.01.13 08:20:33 +01'00'	 Céline MONTERO	Pour le directeur et par délégation La chef de l'unité interdépartementale  Anne-Laure JORSIN-CHAZEAU le 16 février 2021

Annexe 1 – Fiche de constats¹

Constat N°1 : Rejet zéro dans le ruisseau de l'Erbe. Il a été établi dès 2007 que le rejet direct des eaux résiduaires dans le ruisseau de l'Erbe était une solution temporaire. Cette obligation de cesser le rejet dans le ruisseau de l'Erbe a été rappelée dans l'arrêté complémentaire du 8 décembre 2015 (voir annexe 2). L'étude du rejet direct vers le Fier par le bureau d'études PROFIL ETUDES est terminée depuis mars 2018 et toutes les autorisations nécessaires ont été obtenues. Le coût de la réalisation était estimé en 2018 à 0,5 M€ et nécessite d'être révisé à la hausse. Parallèlement, l'étude par VEOLIA d'un traitement par évapo-concentration a été menée, le coût du projet initial a été estimé en 2017 à 3,9 M€ d'investissement et 190 k€/an d'exploitation. L'agence de l'eau a accordé début 2018 une subvention de 40 % sur la base d'un avant-projet. L'exploitant s'était engagé à choisir avant le 31 octobre 2018 la solution la plus pertinente. Lors d'une réunion ayant eu lieu le 15 février 2019, nous avons noté que tous les obstacles techniques concernant l'évapo-concentrateur étaient levés et il appartenait à CATIDOM de prendre la décision finale.

Le rachat de la société CATIDOM par le groupe COSTER en février 2020, couplé à la crise sanitaire COVID-19, n'a pas permis de prise de décision au premier semestre 2020. COSTER se serait engagé à prendre la décision finale en 2021. La recherche de solutions de financement (crédit impôt recherche et agence de l'eau) ont été menées, mais n'ont pas permis à ce stade d'aboutir, malgré la possibilité, en cas de surcoût, d'obtenir un financement complémentaire de l'agence de l'eau (a priori 30 % du surcoût par rapport au projet initial).

A défaut d'engagement ferme à aboutir sur le projet début 2021, une mise en demeure sera proposée (voir projet d'arrêté en annexe), rendant le projet éligible aux aides de l'agence de l'eau.

A noter que la nouvelle installation devrait réduire la consommation d'eau de 90 %, soit une consommation annuelle de 5 000 m³.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 2.4.4.1 de l'APC du 08/12/15 Article 2.4.4.2 alinéa 1 de l'APC du 08/12/15	3 mois 6 mois	<ul style="list-style-type: none"> Fournir les échanges de courriers avec l'Administration fiscale et l'Agence de l'Eau en ce qui concerne la demande de subvention du surcoût. Engagement concernant la solution technique retenue et planning de mise en œuvre

Constat N°2 : Tours aéroréfrigérantes – Cessation de l'exploitation : Il appartient à l'exploitant de déclarer la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes en adressant au préfet (pôle administratif des installations classées) le formulaire Cerfa n° 15275*02 (notification de la cessation d'activité d'une installation classée ICPE) disponible à l'adresse : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F33414>

A noter qu'en réponse à l'inspection du 11 septembre 2020, l'exploitant a adressé une lettre au préfet lui précisant que les équipements relatifs à la rubrique 2921-b étaient supprimés (installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle)

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 1.7 et 9 de l'annexe 1 de l'AM du 14/12/13 Article R. 512-66-1 du code de l'environnement	3 mois	Déclarer la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes en adressant au préfet (pôle administratif des installations classées) le formulaire Cerfa n° 15275*02

Constat N°3 : Niveaux sonores. Une campagne de mesures a été réalisée par le bureau d'études QUALICONSULT du 15 au 16 janvier 2020. Il apparaît qu'aux deux points de mesures repérés lors de notre inspection du 14 juin 2019 et représentatifs de la gêne ressentie par Mr LUBER, l'émergence en période de nuit est de 5,5 et 5 dB(A) au lieu des 3 dB(A) exigés par la réglementation. Selon l'exploitant, un compresseur extérieur à vis avait été provisoirement mis en

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

place l'été dernier, le temps de transformer le système de production de froid vieillissant. Le compresseur provisoire, source de bruit excessif, a été enlevé début octobre, et ce serait précisément cette source principale de bruit qui a été mesurée lors des inspections de juin et septembre 2019 (émergence de 6,3 dB(A)). Pour gagner les deux décibels de dépassement, il est prévu de doter de caissons les moteurs de tours de lavage des gaz et de pompes extérieures. Cependant, ces caissons ne doivent pas entraîner la surchauffe des systèmes concernés sous peine de les griller, et nécessitent donc un dimensionnement approprié.

Des bâtiments sont actuellement en construction entre le site CATIDOM et les habitations où résident les plaignants. Il serait donc judicieux de refaire une campagne de mesures lorsque ceux-ci seront terminés et au maximum en janvier 2023 (délai maximum de 3 ans entre deux mesures imposé par l'arrêté d'autorisation).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 6.4 et 6.5 de l'APC du 08/12/15	Avant janvier 2023	Adresser à l'inspection le compte-rendu des mesures de niveau sonore

Constat N°4 : Stockage de l'acide nitrique : En 2020, le stock d'acide nitrique n'est que de 3 tonnes maximum à une concentration de 58 %. D'après le règlement délégué (UE) n°2020/1182 de la Commission du 19 mai 2020 (publié au JO le 11/08/2020 et entrée en vigueur le vingtième jour suivant la publication), l'acide nitrique à 58 % est une substance toxique par inhalation de catégorie 3 (mention de danger H331), auquel cas l'installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 4130. L'exploitant est tenu de déclarer avant le 31 août 2021 le stockage d'acide nitrique au bénéfice des droits acquis en adressant au préfet (pôle administratif des installations classées) le formulaire Cerfa n° 15274*02 (déclaration du bénéfice des droits acquis d'une installation classée ICPE) disponible à l'adresse : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F33414>

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles L. 513-1 et R. 513-1 du Code de l'environnement	31/08/21	Déclaration du stockage d'acide nitrique au bénéfice des droits acquis

Constat N°5 – Consommation spécifique : L'exploitant n'a pas été en mesure de nous fournir le calcul de la consommation spécifique (l/m² / fonction de rinçage).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 21 de l'AM du 30/06/06	3 mois	Fournir à l'inspection le calcul de la consommation spécifique.

Constat N°6 – Petits récipients sur rétention : Nous avons constaté lors de la visite du site que des bidons entreposés près de la chaîne VBOX contenaient encore des produits et n'étaient pas disposés sur des rétentions. Cette non-conformité, très facile à lever, fera l'objet d'une vigilance particulière lors de la prochaine inspection.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 2.6.1 de l'APC du 08/12/15	1 mois	Déclaration écrite de l'exploitant.

Annexe 2 – Références réglementaires

Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 21 - II. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excédera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Arrêté préfectoral complémentaire n° PAIC – 2015 – 0067 du 8 décembre 2015

2.4.4.1 – Dans le délai d'un an après notification du présent arrêté, le rejet des effluents d'origine industrielle sera interdit dans le ruisseau de l'Erbe.

2.4.4.2 – Dans le délai d'un an après notification du présent arrêté, les effluents d'origine industrielle seront soit rejetés directement dans le Fier, soit traités par évapo-concentration conformément à la solution alternative exposée dans l'étude technico-économique de réduction des substances dangereuses n° 51157730, avec envoi des concentrats et des bains en filière déchets, selon les dispositions relatives aux déchets édictées par l'article 4 du présent arrêté.

Article 6.4 : Niveaux acoustiques

Le tableau ci-après fixe :

- les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée ;
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Période	Niveaux limites admissibles		Emergences admissibles
	Point 1	Point 2	
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	55 dB(A)	58 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22h à 7h	50 dB(A)	51,5 dB(A)	3 dB(A)
Dimanches et jours fériés	50 dB(A)	51,5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.5 :

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant doit faire réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements repérés 1 et 2 sur le plan en annexe.

Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE :

1.7. Cessation d'activité :

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

9. Remise en état en fin d'exploitation

Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :

- vidange et nettoyage complets de l'installation ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Article R. 512-66-1 du Code de l'environnement

(Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, article 26, Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011, article 6 VI et Décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015, articles 10, 43 I et 43 III)

" I. Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

« Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. »

« Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :
« - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;

« - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement. »

" II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- " 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et « la gestion » des déchets présents sur le site ;
- " 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- " 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- " 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

" **III.** En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.